



République Française
Département du PUY-de-DÔME
Canton de GERZAT

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE D'AULNAT**

Séance du 16 mai 2023

N°2023-35

L'an deux mille vingt-trois, le seize mai à 19h00, le conseil municipal, dûment convoqué le neuf mai deux mille vingt-trois, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Mme Christine MANDON, Maire.

Nombre de conseillers :

En exercice : 27

Présents : 17

Votants : 24

La convocation de la présente séance a été :

Affichée en mairie le 9 mai 2023

Envoyée à la presse le 9 mai 2023

Affichée au panneau électronique le 9 mai 2023

Présent(e)s : dix-sept (17)

Mme MANDON Christine, M. FLOQUET Roger, M. FAGONT Alain, Mme ALAPETITE Nadine, M. PRADIER Eric, Mme CHETTOUH Aïcha, M. LAZEWSKI René, M. DOS SANTOS Antonio, M. KOWALEWSKI Jean-Marc, Mme COUTANSON Pascale, M. THABEAU Didier, M. AMAZIGH Mohammed Hamid, Mme BEURIOT Sabine, Mme CORREIA Sandra, M. FROMENT Sylvain, Mme MAHAUT Jessika, M. FRADET Nicolas.

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : sept (07)

Mme BALICHARD Dominique donne pouvoir à Mme CHETTOUH Aïcha,
M. BAYLE Dominique donne pouvoir à Mme COUTANSON Pascale,
M. ESPINASSE Philippe donne pouvoir à M. FAGONT Alain,
Mme GUESQUIERE Chantal donne pouvoir à Mme ALAPETITE Nadine,
Mme MATHEY Catherine donne pouvoir à Mme MANDON Christine,
Mme REVEILLOUX Françoise donne pouvoir à Mme CORREIA Sandra,
Mme SOARES Maryse donne pouvoir à M. LAZEWSKI René.

Absent(e)s non excusé(e)s: trois (03)

Mme METENIER Séverine, Mme PIRONIN Maryse, M. PRIEUR Olivier.

Secrétaire de séance : Mme COUTANSON Pascale.

Ouverture de séance à 19 h 00

Délibération 2023-35

Objet : Convention d'adhésion au service commun d'Autorisation du Droit des Sols : renouvellement

Vu l'article L.5211-4-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.423-1 et R.423-15 ;
Vu la Délibération du Conseil Métropolitain portant création du Service commun d'instruction des autorisations du droit des sols par la Clermont Auvergne Métropole ;
Vu la Délibération du Conseil Municipal de la commune d'Aulnat du 26 Mai 2015 portant adhésion à ce service commun,

Considérant que par la délibération N°2021-81 adoptée lors de sa séance du 16 décembre 2021, le Conseil Municipal s'est prononcé favorablement au renouvellement de la convention d'adhésion au service commun d'Autorisation du Droit des Sols (ADS) avec Clermont Auvergne Métropole,
Considérant que cette convention concerne la mise à disposition du service commun d'instruction des ADS et les modalités de travail entre le Maire, autorité compétente, et le service commun,
Considérant l'avis favorable de la commission d'urbanisme en date du 15 mars 2023,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Il est rappelé que cette convention, initialement conclue pour une durée d'une année, est arrivée à échéance le 31 décembre 2022.

Le conseil municipal par sa délibération en date du 22 décembre 2022 l'a prorogée de 6 mois, soit jusqu'au 30 juin 2023, en termes et coûts identiques à la convention en vigueur, afin de garantir la continuité et la bonne organisation du service.

Une nouvelle convention actualisée au regard de l'évolution numérique et de la réactualisation des coûts de traitement des actes d'urbanismes réalisés par le service ADS de la Métropole au profit des communes doit être désormais validée par la commune.

Cette convention est signée pour une durée de 3 ans.

Après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents, le conseil municipal

DECIDE

- **D'approuver la convention d'adhésion au service commun d'instruction des Autorisations du Droit des Sols,**
- **D'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tout autre acte permettant sa mise en œuvre.**

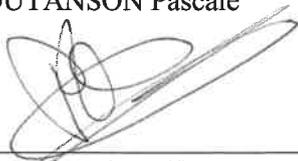
Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,

**En mairie d'Aulnat,
le 23 mai 2023,**

Madame la secrétaire
COUTANSON Pascale



Madame le Maire
MANDON Christine



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité .
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (par voie postale - 6 Cour Sablon - 63000 CLERMONT-FERRAND ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délais de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Un recours gracieux est possible dans ce même auprès de Madame le Maire, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.